

**Convention collective**

IDCC : 2034. – **TRAVAUX PUBLICS**

**Ouvriers**

**(ISÈRE)**

**(17 septembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,  
*Journal officiel* du 6 février 1999)

---

**AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2007**

**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS DE NUIT**

**ET DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008**

NOR : *ASET0850262M*

IDCC : *2034*

---

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère  
(FBTP 38),

D'une part, et

La CFDT construction et bois de l'Isère,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de repas de nuit*

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective du 17 septembre 1998 des ouvriers des travaux publics du département de l'Isère, est portée à 10,67 €.

**Article 2**

*Indemnités de petits déplacements*

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.3.1 de la convention collective du 17 septembre 1998 des ouvriers des travaux publics du département de l'Isère :

L'indemnité de repas est portée à : 8,91 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,91 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,76 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,41 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 8,85 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,26 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 15,45 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,55 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,62 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,15 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,86 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,57 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,21 €.

### **Article 3**

En application de l'article 35 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de transport et de repas visés à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

### **Article 4**

#### *Force obligatoire du présent protocole*

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

### **Article 5**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Grenoble, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)